

« Une partie de la population est mobilisée pour exprimer un réel problème de pouvoir d'achat, de conditions de vie, mais aussi une angoisse face à l'avenir. »

La FSU porte, dans les mobilisations comme dans ses interventions quotidiennes, l'exigence de plus d'égalité, de justice et de progrès social pour toutes et tous. Elle s'engage au quotidien pour imposer des alternatives aux orientations libérales en cours.

Dans un contexte économique et social difficile, une partie de la population est mobilisée pour exprimer un réel problème de pouvoir d'achat, de conditions de vie mais aussi une angoisse face à l'avenir. A l'occasion de l'installation du Haut conseil pour le climat et pour faire face à « *l'urgence sociale et climatique* », le Président de la République a dit vouloir construire un modèle économique, productif, éducatif et social plus juste. Mais il n'a pas à ce jour pris la mesure des inégalités, du sentiment d'abandon ni répondu aux attentes. Il confirme le cap de son projet politique estimant que l'essentiel des difficultés serait dû à un déficit d'explication, à une question de méthode...

La FSU reste particulièrement préoccupée par les propos du Président et notamment ceux concernant l'avenir de la Fonction publique et de ses agent-es.

Le gouvernement doit prendre la mesure du malaise qui s'exprime.

Permettre davantage d'égalité entre les citoyen-nes, cela passe nécessairement par :

- des mesures pour l'emploi, les salaires, les retraites, l'Éducation, la santé,
- une véritable justice fiscale,
- un renforcement des services publics sur l'ensemble du territoire,
- une transition écologique socialement juste

La FSU continuera à porter ses revendications qui vont dans le sens de l'intérêt général et du progrès social.



Emmanuel Macron a promis avant son élection: « *Nous améliorerons le pouvoir d'achat de tous les travailleurs* ». De nombreux salariés sont soumis à des dépenses contraintes de plus en plus pesantes sur des salaires bien trop faibles et stagnants. Les retraités voient leur niveau de retraite diminué. Quant aux agent-es de la Fonction publique, ils attendent toujours la traduction de cet engagement ! Or, blocage de la valeur du point d'indice, journée de carence, hausse de la retenue sur pension civile, CSG mal compensée, retenues pour maladie... tout cela dégrade encore leur pouvoir d'achat et creuse un peu plus les inégalités. Les salaires au mérite, le développement de l'indemnitaire... prévus dans le « nouveau contrat social » du gouvernement aggraveraient cette logique en revalorisant quelques-uns au détriment de tous les autres.

Travail, qualifications et engagement professionnel des agent-es doivent être réellement reconnus.

Après avoir obtenu, en 2016, une mesure de dégel de 1,2% dans le cadre du protocole PPCR, la FSU exige un nouveau rendez-vous salarial pour :

- le dégel et la revalorisation du point d'indice,
- la suppression du jour de carence,
- l'ouverture de discussions qui, suite au protocole PPCR, permettraient d'améliorer encore les déroulements de carrières, d'harmoniser davantage les grilles de rémunérations et de reconnaître mieux les qualifications. Cela contribuerait également à une meilleure considération de la Fonction publique et à son attractivité, dans un contexte de pénurie de candidats à de nombreux concours de recrutement.

Une telle politique salariale est aussi indispensable pour assurer une amélioration du niveau des pensions.

Améliorer le pouvoir d'achat !



Climat : une urgence écologique



C'est une urgence pour la FSU qui appelle à une transformation du système de production et de consommation afin d'assurer l'avenir de nos sociétés. Mais cette transition écologique doit être juste socialement et l'occasion d'augmenter le bien être de toute la population. Cela nécessite la création massive d'emplois dans les secteurs nécessaires à cette transition pour accompagner la transformation de notre appareil de production et la création de nouvelles activités.

La FSU considère que le rôle des agent-es de la Fonction publique est déterminant pour y parvenir. Elle a fait nombre de propositions : développer la formation et l'enseignement public, notamment agricole, permettre une conversion vers l'agriculture durable ; encourager une gestion durable des ressources marines ; mettre en place une fiscalité environnementale permettant d'assurer les ressources nécessaires aux investissements publics y compris dans les territoires, inciter les acteurs économiques à modifier leur comportement... Transports, logements, eau, biodiversité, aménagement du territoire et qualité de la vie des citoyen-es... sont aussi autant de questions à poser et de transformations pour faciliter la transition écologique.

Pour une fiscalité plus juste !



Aucune promesse de davantage d'égalité et de justice sociale ne pourra être tenue sans l'engagement de revoir la fiscalité et sans une répartition plus juste des richesses produites. L'impôt sur le revenu reste l'outil le plus juste et le plus efficace mais l'assiette comme sa progressivité doivent être revues. La suppression de l'ISF et l'instauration de la flat tax sont les marqueurs d'une politique fiscale anti-sociale qui favorise les plus riches et qui doit être revue. C'est par la contribution collective que sont redistribuées les richesses, financés les services publics pour lutter contre les inégalités, la précarité et pour davantage de cohésion sociale.

La fiscalité écologique doit être juste socialement et efficace écologiquement : alors que les entreprises les plus polluantes sont totalement exonérées de taxe carbone, comment accepter qu'elle pèse uniquement sur les ménages et les petites entreprises ?

La FSU est donc favorable à l'impôt quand il est juste et progressif, car l'impôt permet un fonctionnement solidaire de notre société, contrairement aux taxes indirectes (TVA, taxes sur les produits de consommation) qui concernent de la même façon tout-es les citoyen-nes et frappent par conséquent de façon beaucoup plus brutale les plus pauvres.

La FSU défend un scénario durable et solidaire pour un système de retraites par répartition. Elle rappelle son attachement au Code des pensions. Elle revendique une amélioration du niveau des pensions indexée sur l'évolution du salaire moyen, la prise en compte des droits familiaux et conjugaux, l'extension à des droits nouveaux (prise en compte des années d'étude, du statut des aidants)...

Il est nécessaire que la France consacre une part plus importante des richesses qu'elle produit à la redistribution envers les retraité-es pour ne pas voir leur montant de leur retraite s'écrouler. La FSU n'est pas favorable au projet de retraites par points qui va contribuer à creuser les inégalités et à paupériser une partie de la population. Il serait particulièrement défavorable aux fonctionnaires, et notamment aux enseignant-es.

La FSU n'acceptera pas de dégradation du niveau de vie des futurs retraité-es. Elle demande au gouvernement de mener un dialogue social à la hauteur des enjeux et d'ouvrir rapidement les discussions au sein de la Fonction publique.

Améliorer le niveau des retraites !



Fonction publique



Pour la FSU, les services publics sont essentiels pour permettre l'égalité d'accès de toutes et tous aux droits les plus essentiels. Or il n'y a pas de services aux publics, il n'y a pas de cohésion sociale sur le territoire sans des agent-es en nombre suffisant et formés pour les assurer. Il est nécessaire de renforcer les services publics (Éducation, santé, emploi, justice, logement, transports)... et de permettre un accès égal sur tous les territoires. La cohésion sociale tient aussi à la défense et au respect des valeurs qui fondent notre société.

D'ici 2022, le gouvernement prévoit 50 000 suppressions d'emplois à l'État et 70 000 dans la Territoriale. La FSU y est totalement opposée car cela porterait un mauvais coup aux conditions de vie des usager-es et contribuerait à dégrader les conditions de travail des agent-es publics. Aujourd'hui, les effectifs de la Fonction publique ne peuvent être rognés sans mettre en péril les missions dues aux usager-es.

Les agent-es se sentent aussi désavoués dans leur métier par des choix qui visent à réduire leurs missions et qui remettent en cause leur professionnalité. Le document d'orientations gouvernementales du 9 avril dernier *Refonder le contrat social avec les agents publics* tourne le dos aux principes même du statut de la Fonction publique : recours accru au contrat à la place du recrutement par concours, individualisation des rémunérations en opposition à la reconnaissance de toutes et tous les agent-es, affaiblissement du dialogue social... Cela ne les conforte pas dans leur métier, ni dans leur engagement professionnel quotidien et dénature le sens de leurs missions.

A la veille d'une nouvelle loi sur la Fonction publique, la FSU s'est adressée le 22 novembre dernier au Président de la République pour lui faire part de ses inquiétudes, de ses désaccords comme de ses propositions.



ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2018*

Je choisis mes élu-es
JE VOTE FSU

* Du 6 novembre au 6 décembre 2018, selon l'employeur.